



Sorbonne Université

UFR de Langues Étrangères Appliquées

Master 1 d’Affaires européennes

Année universitaire 2024-2025

**Territoires en marge :
comprendre l’euroscepticisme des
campagnes françaises en déclin**

Par

Evan ROUXELIN

Sous la direction de Mme Émilie VINEY

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier Madame Émilie Viney pour ces précieux conseils qui m'ont aidé dans la rédaction de ce travail, ainsi que pour ses cours qui m'ont appris à développer un regard plus critique du monde qui nous entoure et de ce que je croyais acquis.

Je souhaite aussi remercier mes parents, pour leur soutien et leurs encouragements depuis le début de mes études, qui m'ont permis de croire en mes idées et de les faire grandir.

Un grand merci également à mes amis, pour leur présence, leurs conseils et leur accompagnement qui m'est toujours d'une grande utilité.

Ce travail m'a aidé à mieux comprendre d'où je viens, le monde dans lequel j'ai grandi et les personnes qui m'ont entouré. Cela m'a permis de me rapprocher de mes origines, de les accepter et d'en être fier.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	2
SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION.....	4
I - TERRITOIRES RURAUX ET DYNAMIQUES DE DÉCLASSEMENT :	
ANATOMIE D’UN DÉCLIN.....	6
A - Marginalisation socio-économiques des campagnes en déclin.....	6
B - Diversité sociale et recomposition des communautés rurales.....	13
II - LES EUROSCEPTICISMES RURAUX.....	17
A - Méfiance envers l’UE : une dépossession politique.....	17
B - L’expression eurosceptique par le vote.....	21
III - RECRÉER DES LIENS POLITIQUES, SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES ENTRE	
L’UNION ET LES RURALITÉS FRANÇAISES.....	25
A - Obstacles structurels à la réconciliation de l'UE avec les ruralités françaises.....	25
B - Vers une ruralité européenne.....	28
CONCLUSION.....	30
BIBLIOGRAPHIE.....	32

« On ne comprend pas trop ce que ça nous apporte d'être européen plus que français. »

(LH2, Étude auprès du grand public sur l'Europe et les Fonds européens, 2013)

INTRODUCTION

Grandir dans une ville connectée à l'Europe en étant entourée d'une campagne qui s'en sent exclue, c'est comprendre très tôt qu'être citoyen européen ne se vit pas partout pareil. J'ai passé ma jeunesse dans l'un de ces territoires à Vitré, commune-centre d'une aire urbaine ceinturée par des communes rurales¹, que l'on qualifiera ici plus globalement de territoires ruraux. Ces territoires sont marqués par des transformations profondes² et un fort sentiment d'exclusion vis-à-vis des politiques nationales mais surtout du processus d'intégration européen. Dans ce type d'environnement, il est possible de percevoir une frontière, pas seulement spatiale mais surtout sociale et politique, avec d'une part une population urbaine plus favorable à l'idée européenne et de l'autre des campagnes marquées par un scepticisme tenace³.

Ce scepticisme à l'égard du projet européen se construit dès les premiers débats sur la construction européenne, mais particulièrement dans les années 1990, avec une première opposition rurale lors du référendum sur le Traité de Maastricht en 1992, avant de se renforcer en 2005 lors du référendum sur le traité constitutionnel européen (Bussi et al, 2005). Ce mouvement s'inscrit dans un phénomène plus global, communément désigné sous le terme d'euroscepticisme. Il peut être défini comme « *une remise en cause, plus ou moins*

¹ INSEE. (2025, June 26). Aire urbaine de Vitré.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=AAV2020-169>

² Nous le verrons par la suite, mais les territoires ruraux français ont connu depuis les années 1970 des transformations importantes, telles que la désindustrialisation, le vieillissement démographique ou l'exode des jeunes.

³ Nous le verrons par la suite de manière plus approfondie, ceci s'explique par la composition sociale des territoires ruraux, avec une présence plus marquée des classes ouvrières étant plus opposées au processus d'intégration européenne, contrairement aux territoires urbains où le soutien à l'UE est plus prononcé. Comme le montre notamment l'Institut Jacques Delors (2021). <https://institutdelors.eu/publications/un-euroscepticisme-a-la-francaise/>

profonde, du processus d'intégration européenne » (Kopecký & Mudde, 2002). Certains chercheurs distinguent généralement deux formes d'euroscepticisme : un soutien spécifique, c'est-à-dire une opposition ciblée envers certaines politiques de l'Union européenne (UE), telle que la libéralisation des marchés, et de l'autre un soutien diffus, qui renvoie à un rejet global du projet européen⁴. Ces deux formes coexistent parfois au sein d'un même territoire, voire d'un même individu, et traduisent souvent un sentiment d'incompréhension vis-à-vis de l'UE, souvent perçue comme distante et peu concernée par les réalités locales. Selon le maître de conférences en science politique et spécialiste du vote rural Olivier Bouba-Olga (2024), en France la part de vote pour des partis eurosceptiques est significativement plus élevée dans les territoires ruraux, atteignant une moyenne de 38 % contre seulement 27,7 % dans les zones urbanisées⁵. Néanmoins, ici il ne s'agit pas seulement de situer une opinion politique dans l'espace, mais bien de comprendre ce que l'euroscepticisme révèle des conditions sociales, économiques et territoriales mais aussi des dynamiques de discrimination et ségrégation⁶ dans lesquelles vivent les Français ruraux, afin de sortir du déterminisme spatial.

Cependant, l'expérience quotidienne d'une vie dans les campagnes françaises révèle la diversité sociale et territoriale qui les traverse. Il nous faut donc dépasser l'opposition simpliste entre "villes" et "campagnes" et ainsi comprendre les nuances qui existent au sein de ces mêmes territoires. Comme le souligne le sociologue et spécialiste des classes populaires et territoires ruraux Julian Mischi, « [...] l'opposition urbain-rural ou ville-campagne imprègne encore largement les esprits » mais ne correspond plus aux réalités contemporaines (Mischi, 2022). En effet, il serait réducteur de mentionner "la" ruralité⁷ comme un ensemble homogène puisqu'elle invisibilise certaines réalités et certains modes de vie. Il serait plus juste de parler "des" ruralités. De fait, les campagnes françaises sont composées de réalités contrastées : certaines sont dynamiques et attractives, tandis que d'autres sont en déclin. Si certaines, comme les communes périurbaines de Bordeaux ou

⁴ Chopin, T., Cautrès, B., & Rivière, E. (s. d.). *Institut Jacques Delors - Un euroscepticisme à la française*. Institut Jacques Delors.

<https://institutdelors.eu/publications/un-euroscepticisme-a-la-francaise/>

⁵ Obouba. (2024, June 13). *Le vote Bardella : un vote rural ?* | Olivier Bouba-Olga. <https://blogs.univ-poitiers.fr/o-bouba-olga/2024/06/13/le-vote-bardella-un-vote-rural/>

⁶ On entend par « ségrégation » la séparation entre groupes sociaux ou territoriaux, conduisant à des inégalités d'accès aux ressources et services.

⁷ Ici, on différencie le rural, liée à la densité et l'accès aux ressources, de la ruralité, renvoyant plutôt aux représentations et modes de vie associés à ces espaces. Géoconfluences. (n.d.). *Ruralité*. Géoconfluences ENS De Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ruralite>

Nantes et les zones à forte attractivité touristique comme le Pays Basque, connaissent une croissance démographique et économique soutenue, portée par l'emploi et l'installation de nouveaux habitants, d'autres comme les départements du Cantal, de la Meuse ou de la Creuse, classés « *rural autonome très peu dense* » par l'INSEE, subissent un déclin marqué par un solde migratoire négatif, un vieillissement de la population avec de moins en moins de services publics. Comme le montre une étude de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), d'un territoire rural à un autre, on ne vit pas les choses de la même manière et on n'a pas les mêmes attentes, ni les mêmes moyens d'agir⁸. En ce sens, si certains se sentent marginalisés par l'UE, d'autres peuvent avoir des rapports plus nuancés envers celle-ci.

Ce mémoire s'intéresse à un territoire en particulier : celui des territoires ruraux français en déclin. En particulier des années 1970 avec la phase de désindustrialisation jusqu'à 2024. Bien que ces territoires spécifiques soient diversifiés, ils sont traversés par des mutations communes et un fort sentiment d'euroscepticisme. D'abord, s'ils ont été fortement touchés par la désindustrialisation depuis les années 70, ils sont, depuis cette époque, également impactés par le vieillissement démographique, la précarisation⁹, une mobilité de plus en plus réduite et un recul des services publics. Mais ces inégalités ne se limitent pas à un simple cadre géographique ; ce sont aussi des espaces sociaux, impactés par des dynamiques de classe, de genre, de niveau d'éducation, et par des inégalités d'accès aux ressources qui diffèrent selon le degré d'isolement territorial¹⁰. Cette approche intersectionnelle, combinant les différentes formes d'inégalités sociales, est essentielle pour ne pas réduire ces populations à une catégorie homogène.

Pour comprendre l'ancrage de l'euroscepticisme dans ces espaces, j'ai choisi de croiser plusieurs disciplines. D'abord, la sociologie pour comprendre au mieux les habitants des milieux ruraux concernés, leurs parcours de vie et les situations de déclassement dans la perception de l'UE. Ensuite j'ai également choisi une approche par les sciences économiques

⁸ Agence nationale de la cohésion des territoires. (2023). Étude sur la diversité des ruralités : typologies et trajectoires des territoires ruraux français.

https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2023-02/rapport_final_etude_anc_t_ruralites_-_acadie_-_magali_talandier_-_16_fevrier_2023.pdf

⁹ On entend par précarisation, l'augmentation de formes d'emploi instables avec de bas salaires entraînant une insécurité à la fois sociale et professionnelle.

¹⁰ Ce degré est calculé par l'INSEE à partir de la densité de population et de la distance aux pôles d'emploi.

pour analyser les transformations structurelles du monde rural, la répartition des financements européens mais aussi l'effet des politiques publiques sur les économies locales. Et enfin, la science politique pour comprendre les comportements électoraux et les formes d'euroscpticisme. Concrètement, ce travail est effectué à l'aide de données statistiques, de cartographies, mais majoritairement de travaux académiques, notamment sociologiques, ainsi que d'un entretien avec une personne chargée d'un dispositif mené par le bureau de liaison du Parlement européen en France.

Ce travail part d'abord de mon expérience personnelle : celle d'avoir grandi avec un réel attachement à l'Europe, mais aussi avec l'impression qu'elle paraissait lointaine et inutile pour beaucoup autour de moi. Ce qui m'amène à poser une problématique plus large : Pourquoi l'euroscpticisme s'ancre-t-il dans les territoires ruraux français en déclin, et comment l'Union européenne peut-elle (re)créer des liens politiques, sociaux et économiques auprès des ruraux ?

Ce travail se structure en trois grandes parties thématiques. Nous commencerons par analyser les caractéristiques et dynamiques des territoires ruraux français en déclin (I). Nous verrons par la suite comment se forme et fonctionne l'euroscpticisme auprès de ces populations (II). Enfin, nous étudierons les potentielles solutions que l'UE pourrait mettre en place afin de recréer des liens politiques avec les ruralités françaises (III).

I - TERRITOIRES RURAUX ET DYNAMIQUES DE DÉCLASSEMENT : ANATOMIE D'UN DÉCLIN

Cette première partie a pour intention de réaliser une lecture clinique des territoires ruraux français en déclin, au sens foucaldien d'un diagnostic des structures, symptômes et dynamiques spécifiques à un territoire¹¹. Il s'agit de repérer et d'identifier les caractéristiques visibles comme invisibles qui constituent ces espaces ainsi que leurs habitants (Foucault, 1963). En cela, cette partie nous permet d'avoir une vision plus précise du territoire et des individus étudiés, pour ainsi comprendre les dynamiques euroscptiques qui les traversent.

¹¹ Foucault, M. (1963). *Naissance de la clinique : une archéologie du regard médical*. Presses Universitaires de France.

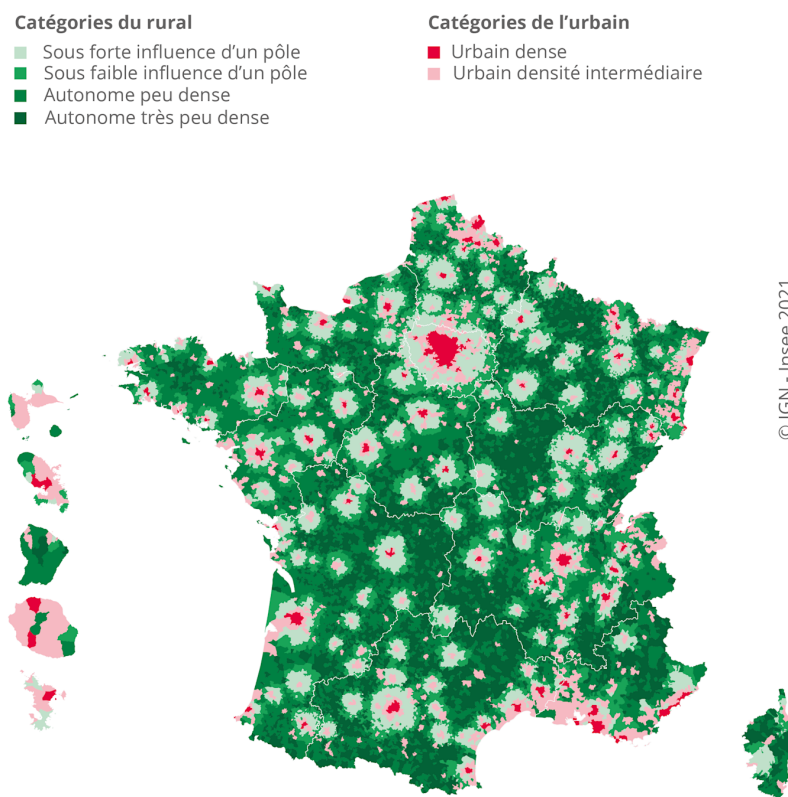
A - Marginalisation socio-économiques des campagnes en déclin

Tout d'abord, comme le rappellent les géographes Audebert et Pistre (2025), le monde rural français ne peut être compris sous la forme d'un ensemble homogène. Celui-ci se compose d'une pluralité de réalités territoriales : vivre dans un ancien bassin minier du Nord, une vallée alpine touristique, ou sur un littoral breton ne renvoie pas aux mêmes dynamiques, ni aux mêmes enjeux. L'évolution des mobilités, la périurbanisation et la diversification des fonctions des campagnes ont notamment contribué à dépasser l'opposition traditionnelle entre « urbain » et « rural » (Audebert & Pistre, 2023).

Ainsi, le choix de centrer l'analyse sur les territoires ruraux en déclin a pour objectif d'établir une distinction spécifique selon des critères démographiques et économiques. Cette terminologie a été introduite par le sociologue Benoît Coquard, dans son ouvrage *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, afin de distinguer deux réalités, celle des campagnes plus attractives qui se repeuplent depuis les années 1990 en devenant plus dynamiques surtout depuis la crise de 2008, et de l'autre la réalité qui nous intéresse particulièrement, celle des milieux ruraux qui à l'inverse s'appauvrissent et se dépeuplent (Coquard, 2019, p.8). Ne pas admettre cette séparation revient à nier les différences de dynamiques pourtant propres à ces espaces fragilisés.

Ces territoires ruraux français en déclin constituent aujourd'hui des espaces qui subissent une forte marginalisation socio-économique, caractérisée notamment par l'accumulation de processus de déclassement touchant particulièrement les classes populaires. Mais cette exclusion ne provient pas d'un simple retard de développement des populations rurales, mais de mutations tant économiques que sociales qui ont profondément transformé les territoires ruraux en déclin depuis les années 1970. Comme l'analyse Benoît Coquard, ces espaces sont désormais marqués par ce que l'on peut qualifier d'une triple peine : un déclin démographique structurel, un déclassement socio-économique des populations, et un isolement croissant vis-à-vis des espaces où sont prises les décisions. Les zones qui nous intéressent peuvent être visibles en vert foncé sous la catégorie « Autonome très peu dense » sur la carte 1 ci-dessous réalisée par l'INSEE.

Carte 1 : classification des communes rurales et urbaines en fonction de la densité et de l'influence des pôles



Depuis deux siècles et demi, l'espérance de vie moyenne a triplé en France, passant de 25 ans en 1740 à plus de 80 ans aujourd'hui (Institut national d'études démographiques, 2018). Cependant, bien que ce chiffre reste une avancée significative, il demeure des disparités en fonction du lieu de vie de chacun. De fait, après avoir analysé un rapport de l'AMRF¹², le géographe Emmanuel Vigneron souligne « [...] l'écart significatif d'espérance de vie entre les zones rurales et les zones urbaines »¹³. L'indice de mortalité des milieux considérés comme ruraux serait supérieur de 6 points à celui des milieux urbains. Par ailleurs, les milieux qui nous intéressent étant encore plus reculés, il nous est possible de supposer que cet indice de mortalité est encore plus prononcé.

¹² Association des maires ruraux de France (AMRF)

¹³ L'espérance de vie est plus courte en zones rurales. (2023, 26 mai). <https://www.lamedicale.fr/vous-informer/l-espérance-de-vie-est-plus-courte-en-zones-rurales>

Cet allongement de l'espérance de vie entraîne un vieillissement de la population, ce qui est d'autant plus accentué lorsque la population d'un espace précis peine à se repeupler. Ceci est notamment le cas pour les territoires ruraux français. Selon une étude de l'INSEE réalisée en 2017, la part de personnes âgées de 65 ans ou plus représente près de 25,9 % de la population du rural autonome très peu dense¹⁴. Tandis que dans le rural sous forte influence d'un pôle d'emploi, cette part se réduit à 18,1 %. En cela, l'INSEE conclut que la part des seniors augmente à mesure que l'on s'éloigne de l'urbain, ce qui touche fortement ces territoires ruraux en déclin. De même, selon une étude de l'Observatoire des Territoires, certaines zones rurales à très faible densité enregistrent une forte proportion de personnes âgées, atteignant dans plusieurs cas plus de 40 % de la population. Cette même étude rappelle que cette gérontocroissance¹⁵ ne s'explique pas uniquement par l'allongement de l'espérance de vie mais aussi par une natalité plus faible dans ces territoires (Agence nationale de la cohésion des territoires, 2021).

L'autre facteur responsable du déclin démographique des territoires ruraux en déclin est l'exode des jeunes. Aujourd'hui, les jeunes partent faire leur vie ailleurs que dans ces milieux. Dans son ouvrage, Benoît Coquard compare ce phénomène au dernier exode rural d'après-guerre (Coquard, 2019). Cette migration des jeunes touche particulièrement les diplômés, qui, autour de 18 ans, quittent massivement leur commune pour ensuite poursuivre des études supérieures. Selon une étude de l'INSEE, près d'un quart des jeunes ruraux partent à cet âge (24 %), soit deux fois plus que les urbains (12 %) et 93 % de ces départs sont la conséquence d'un désir de poursuivre des études supérieures, souvent après l'obtention d'un bac général¹⁶. Cela représente près de 48 000 jeunes ruraux qui s'installent dans une commune urbaine chaque année.

En effet, depuis les années 1970, le niveau de diplôme des Français a significativement augmenté, même en milieu rural : la part de bacheliers est passée d'environ 20 % à plus de 70 %, selon l'INSEE¹⁷. Si cette progression peut s'expliquer par la démocratisation de

¹⁴ Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). (2021, avril). Une nouvelle définition du rural pour mieux rendre compte des réalités des territoires et de leurs transformations – La France et ses territoires | <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5039991?sommaire=5040030>

¹⁵ Augmentation du nombre de personnes âgées dans une population

¹⁶ INSEE. (s. d.). *Entre ville et campagne, les parcours des enfants qui grandissent en zone rurale - Insee Première - 1888*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6035523>

¹⁷ INSEE. (2020). *Niveau d'éducation de la population – France, portrait social* | Insee. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4797586?sommaire=4928952>

l'enseignement avec la prolongation de la scolarité obligatoire, elle est aussi le fruit d'aides ciblées pour les zones rurales. Ces politiques ont permis de réduire les inégalités de départ et de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur, même dans les territoires isolés. Ces dispositifs, comme celui des Territoires éducatifs ruraux (TER) ont permis de renforcer l'orientation et l'éducation des jeunes pour faire face à l'autocensure scolaire.

Le manque de possibilités locales d'études ou même d'emplois qualifiés pousse les jeunes vers les villes régionales et parfois même vers d'autres régions. Ainsi, plus d'un jeune rural sur deux exprime le souhait de partir, contre seulement 41 % chez les urbains (Institut Terram, 2024). Ce phénomène intensifie le déclin démographique des territoires ruraux en déclin en laissant derrière une population plus âgée et moins qualifiée. De plus, les jeunes femmes migrent davantage que les jeunes hommes. Une des raisons principales reste que ces jeunes femmes issues de territoires en déclin et donc de classes plus populaires réussissent mieux scolairement que leurs homologues masculins, ce qui les pousse davantage à poursuivre des études supérieures et à s'éloigner de leur lieu d'origine (Guéraud et al., 2021). Leur départ renforce non seulement la masculinisation dans les territoires en question, mais par conséquent il aggrave le vieillissement démographique (Coquard, 2019).

Mais si les territoires ruraux en déclin subissent une décroissance démographique, ils sont aussi touchés par une précarisation et un fort déclassement. En effet, la désindustrialisation massive représente la cause principale du déclassement des classes populaires rurales. Entre 1978 et 2003, le nombre d'emplois industriels en France a drastiquement diminué, passant de 5,5 millions à seulement 3,8 millions¹⁸. Cette évolution a touché en premier lieu les territoires ruraux qui avaient eux-mêmes pu bénéficier de la décentralisation industrielle durant les Trente Glorieuses.

La désindustrialisation massive constitue le processus principal du déclassement des classes populaires rurales. Entre 1978 et 2003, le nombre d'emplois industriels en France est passé de 5,5 millions à 3,8 millions d'emplois. Cette évolution a particulièrement touché les territoires ruraux qui pourtant avaient bénéficié de la décentralisation industrielle des Trente Glorieuses. Cependant, contrairement aux idées reçues, l'industrie demeure significativement présente dans l'espace rural : « 27 % des emplois sont encore industriels contre 21 % dans les

¹⁸ École normale supérieure de Lyon. (2018). *Désindustrialisation — Géoconfluences*. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/desindustrialisation>

métropoles et 16,5 % en moyenne en France. » (Ferru & Texier, 2019). Ce maintien est explicable grâce à divers facteurs. De fait, comme l'expliquent les économistes Francis Aubert et Abdoul Diallo, la disponibilité foncière, la main-d'œuvre spécialisée ou bien même les effets de proximité sectorielle et géographique favorisent encore la présence des emplois industriels. Néanmoins, ils soulignent que leur présence modérée ne « *contribue [qu'] à hauteur de 5 % des variations positives¹⁹ observées depuis 2016* ». (Aubert & Diallo, 2016).

Les mutations économiques rurales sont aussi marquées par la montée de l'emploi précaire. Ce sont notamment les jeunes femmes qui en sont le plus touchées : 41 % d'entre elles ont un contrat de travail considéré comme précaire, c'est-à-dire un emploi dont la durée et la stabilité ne sont pas assurées et qui reste peu valorisé (Drees, 2020).

De plus, les territoires ruraux isolés sont marqués par un taux de chômage structurel élevé, avec dans certains cas, un chômage des jeunes dépassant les 40 %, et la précarité étant davantage déterminée par l'appartenance sociale que par la localisation géographique (IGAS, 2024). Cette observation démontre que la précarité des territoires ruraux en déclin n'est pas uniquement due à un certain retard de développement, mais plutôt à la transformation des conditions socio-économiques locales.

Effectivement, les jeunes des territoires ruraux en déclin font face à des obstacles spécifiques engendrés aussi bien par le manque de l'offre d'enseignement et de formation au niveau local, mais aussi par des difficultés financières et une mobilité fortement réduite. Cette combinaison de facteurs contribue directement au sentiment d'abandon et d'impuissance que les ruraux peuvent ressentir. Comme l'explique Benoît Coquard, si beaucoup quittent leur territoire pour poursuivre leurs études ou chercher un emploi, ceux qui restent valorisent d'autres formes de reconnaissance plutôt tournées vers la solidarité avec leur milieu (Coquard, 2019). Cette décision, pourtant contrainte dans la plupart des cas, isole les individus des espaces en contribuant à leur appauvrissement et ainsi à leur exclusion.

S'ajoute à cela la faible mobilité sociale ascendante des ruraux. Les données de l'IGAS, organisme d'évaluation de politiques publiques, révèlent que seulement 28 % des jeunes ruraux accèdent à l'enseignement supérieur, contre 37 % des jeunes urbains (IGAS 2024). Cette différence peut être expliquée en partie par la distanciation des lieux d'enseignement,

¹⁹ Par « variations positives » les auteurs renvoient à l'évolution de l'emploi soit la création d'emplois.

mais aussi par ce que Coquard nomme une « *culture anti-études* » dans certains milieux ruraux populaires. Cette culture anti-études se traduit par une perception selon laquelle les diplômes supérieurs sont peu utiles au niveau local, et ne garantissent aucun emploi. Les jeunes privilégient les formations courtes mais concrètes, comme un CAP ou un baccalauréat professionnel assurant une insertion professionnelle plus rapide et surtout une reconnaissance locale par le travail manuel, considéré comme utile dans la vie quotidienne (Coquard, 2019).

Aussi, les territoires ruraux en déclin sont isolés. Il est important de noter que cette distance n'est pas seulement géographique mais aussi sociale. En effet, la pauvreté en milieu rural est honteuse et, dans la plupart des cas, stigmatisante. Si certaines représentations des milieux ruraux imaginent des solidarités sans faille avec une entraide collective, de nombreuses enquêtes sociologiques réfutent ces affirmations. Il existe une dynamique particulière du « nous » contre « eux » dans les milieux ruraux. Avec un « nous » représentant un cercle restreint d'amis proches, communément appelés « *vrais potes* », qui montre une solidarité mutuelle face à la vie quotidienne, alors que le « eux » sert à désigner les plus précaires qui sont perçus comme des « *fainéants* » et que l'on pointe du doigt pour garder sa réputation (Coquard, 2019). Cette séparation interne sert à se protéger de la stigmatisation et de la concurrence causée par le manque d'emploi. C'est en enquêtant durant plusieurs années dans ces territoires ruraux en déclin que Benoît Coquard a pu comprendre les dynamiques qui se jouaient au sein des milieux ruraux.

Cet isolement est d'autant plus amplifié par une mobilité réduite. Durant les Trente Glorieuses, il suffisait de prendre son vélo pour aller à l'usine, acheter une baguette ou bien aller faire ses courses. Aujourd'hui, à cause de la désindustrialisation, les trajets sont plus longs, la voiture est nécessaire dans la grande majorité des cas et le coût de ces transports devient de plus en plus élevé. Selon une étude du Crédoc²⁰, une personne isolée sur trois a déjà renoncé à une activité, telle que visiter un ami ou de la famille, à cause de difficultés liées aux moyens de déplacement (Crédoc, 2019). Cette contrainte de mobilité devient particulièrement discriminante pour les jeunes ruraux, pour qui avoir un véhicule reste un facteur déterminant d'autonomie mais aussi d'émancipation.

Mais ce sentiment d'éloignement est plus impactant que ce que l'on pourrait penser. La même étude du Crédoc démontre que les personnes isolées peuvent développer une

²⁰ Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie

impression d'être « *loin de tout* » (Crédoc, 2019). Cette perception d'éloignement est d'autant plus renforcée par les fermetures et éloignements de services publics, ce qui crée ce que certains appellent une spirale de déclin territorial.

En effet, les services publics sont en abandon progressif, et malgré le fait que cette tendance ne soit pas propre aux territoires ruraux en déclin, cela constitue l'une des manifestations les plus visibles de la marginalisation de ces territoires. Cette désertification des services publics constitue l'un des éléments essentiels au renforcement du sentiment d'abandon des populations rurales.

Pour observer cela, les inégalités d'accès aux soins démontrent parfaitement cette fracture. Selon un rapport de la Drees, entre 2013 et 2023, la France aurait perdu près de 4 900 lits d'hospitalisation complète, soit une baisse de -10,5 %, ainsi que 160 établissements, touchant particulièrement les petits hôpitaux des milieux ruraux. Ces fermetures provoquent un allongement significatif des temps d'accès aux soins : dans certaines zones, il faut plus de 30 minutes pour atteindre un service d'urgence, alors que dans les milieux urbains il faudrait en moyenne moins de 15 minutes. Le rapport dévoile aussi que les retards de soins sont plus fréquents en milieu rural, là où les habitants consomment jusqu'à 20 % de soins hospitaliers de moins que les populations urbaines (Drees, 2025). Ce phénomène ne peut que renforcer le sentiment d'abandon vécu par les populations des milieux ruraux. De même, la fracture numérique accentue les inégalités d'accès, ce qui reste problématique dans un contexte de dématérialisation croissante des services publics, ce qui les rend plus vulnérables.

Cette analyse des processus de marginalisation socio-économique révèle que les territoires ruraux en déclin ne sont pas des espaces « en retard sur leur temps » mais des territoires impactés et marqués par les transformations du capitalisme contemporain. Si ce sentiment d'abandon se ressent par rapport à l'État français et aux populations urbaines, un fort sentiment de méfiance vis-à-vis de l'UE pourrait lui aussi être ressenti. En effet, cette distance au niveau national ne peut être qu'amplifiée au niveau international.

B - Diversité sociale et recomposition des communautés rurales

Comme nous l'avons précédemment compris, les territoires ruraux en déclin sont caractérisés par des processus de marginalisation mettant à l'écart les personnes vivant dans ces espaces. Toutefois, il serait réducteur de présenter ces espaces comme socialement homogènes. En

effet, les territoires ruraux en déclin subissent des recompositions sociales importantes montrant la pluralité des rapports de classes entre les différents groupes sociaux. Afin de comprendre les dynamiques eurosceptiques qui se développent au sein de ces espaces, il est donc essentiel de discerner cette diversité. En effet, en fonction des groupes et classes sociales, on observe des rapports différents à l'UE, notamment selon leur position au sein de leur milieu mais aussi selon leurs trajectoires et modes de vie.

Tout d'abord, les territoires ruraux en déclin sont majoritairement constitués de classes populaires, bien qu'elles ne forment pas un groupe uniforme. Selon une étude réalisée par les sociologues Maëva Durand et Julian Mischi, près de 58 % des habitants vivant dans les milieux ruraux appartiennent aux classes populaires salariées, en d'autres termes les employés et ouvriers, contre seulement 47 % dans le reste du territoire métropolitain. De plus, ils soulignent que ces territoires sont notamment caractérisés par une représentation plus élevée d'ouvriers, constituant ainsi 29 % de cette population dite rurale. Par ailleurs, les sociologues précisent que la proportion d'ouvriers « *serait d'autant plus important[e] que l'on s'éloigne des grandes métropoles, notamment de Paris où ils ne représentent plus que 13 % de la population.* » (Durand & Mischi, 2024).

Ces ouvriers, dont il est question, travaillent pour la majorité d'entre eux dans l'industrie agroalimentaire, le premier secteur manufacturier français, du fait de ces 500 000 salariés. Un grand nombre d'études et d'ouvrages décrivent les conditions d'emploi et de travail difficiles auxquelles les ouvriers font face. Durand et Mischi rappellent dans leur étude la pénibilité des horaires, les gestes répétitifs mais aussi les conditions climatiques auxquelles ce groupe social est confronté. Il est important de souligner, ici encore, que ces personnes sont vivement touchées par la précarisation, notamment causée par l'accumulation de contrats courts (Durand & Mischi, 2024).

Ensuite, les employés constituent le deuxième groupe social des territoires ruraux en déclin. Pour la plupart, ils occupent principalement des postes dans les services avec, comme le soulignent les sociologues, une rémunération très proche du SMIC. Les femmes sont par ailleurs très fortement représentées au sein de cette catégorie, avec des emplois plus précaires, comme nous l'avons déjà vu.

Puis, il existe les petits indépendants, principalement des artisans, commerçants ou parfois chefs de TPE. Ces derniers sont confrontés à une concurrence plus rude et surtout à d'importantes difficultés économiques. Comme le démontre Benoît Coquard, ces « petits patrons » ont un rôle majeur dans les sociabilités locales, puisqu'ils dominent dans la plupart des cas les « *bandes de potes* » et vont donc influencer les discours politiques locaux.

Enfin, bien que les représentations dominantes associent les agriculteurs, surtout les plus modestes, aux territoires ruraux, ils ne constituent en réalité qu'entre 1 % et 15 % de la population rurale selon les territoires. En effet, les agriculteurs seraient devenus très minoritaires, ne représentant en moyenne que 12 % des ruraux (Géoconfluences, 2019). Ces imaginaires faussés perturbent de manière significative les réalités locales et montrent encore ici la distance des populations urbaines vis-à-vis des ruralités. Bien que loin de constituer un groupe homogène, le sociologue Gilles Laferté montre que l'hétérogénéité des agriculteurs se compose à la fois de classes bourgeoises mais aussi de classes vivant sous le seuil de pauvreté. En effet, il ne serait donc pas exact d'associer le métier d'agriculteur aux classes populaires, sans quoi cela pourrait entraîner la négation d'une classe dominante parmi la profession²¹. Les petits agriculteurs des territoires qui nous intéressent font partie de cette classe plus précaire, et subissent notamment les effets négatifs de la Politique agricole commune (PAC) dont nous parlerons dans le (II).

Par la suite, il est important de noter que les rapports entre les groupes sociaux que nous venons d'énumérer seraient structurés par ce que le sociologue Olivier Schwartz qualifie de « conscience sociale triangulaire » (Lechien & Siblot, 2019), renvoyant à une prise de conscience à la fois de sa position de classe, de son ancrage territoriale et des inégalités vécues. Par ailleurs, cette idée ressemble fortement aux « nous » contre « eux » qu'a pu développer Coquard. En effet, cette notion décrit une représentation non pas binaire, qui opposerait le haut et le bas, mais bien une représentation triangulaire. En cela, le « nous » ne s'opposerait pas qu'à ceux d'en bas, considérés comme les « *cassos* », les « *assistés* » donc les plus précaires, mais aussi contre ceux d'« en-haut », les plus riches, soit en d'autres mots, les élites. Comme nous l'avons expliqué, les habitants se regroupant en « *bandes de potes* »

²¹ Laferté, G. (2017). Hétérogénéité sociale des agriculteurs et embourgeoisement des céréaliers | Canal U. Dans Canal-U.

<https://www.canal-u.tv/chaines/la-forge-numerique/heterogeneite-sociale-des-agriculteurs-et-embourgeoisement-des>

tendent donc de préserver leur respectabilité en se distançant des plus précaires, mais en parallèle, ils perpétuent la logique selon laquelle le seul métier utile reste le métier manuel et excluent ainsi les élites intellectuelles, à savoir les plus riches, qu'ils considèrent comme déconnectés de la réalité.

Le sentiment de déclassement est, lui aussi, important dans ce contexte. De fait, les habitants des territoires ruraux en déclin sont souvent nostalgiques du passé de leurs aïeux (Coquard, 2019). Ce passé, considéré comme « le bon vieux temps » par les personnes plus âgées, est décrit comme une sorte d'âge d'or où tout était possible et où les contraintes étaient moindres. Qu'il s'agisse des limitations de vitesse, de la facilité de rencontre, de la recherche d'un travail ou même de la séduction, les anciens ont modelé un imaginaire idéalisé et romancé. Mais ce discours, souvent transmis par des figures masculines, déforme les réalités et pousse ainsi les plus jeunes à penser qu'ils sont quotidiennement contraints. Cependant, un sentiment de distance combiné avec cette impression de contrainte entraîne les plus jeunes à adopter une certaine défiance vis-à-vis de l'État et de l'urbain, comme si cette « autre » ne les comprenait pas ou ne connaissait pas leur réalité et n'était là que pour les sanctionner.

Cette dévalorisation est aussi renforcée par l'interconnaissance des territoires ruraux. En effet, tout le monde se connaît, comme l'indique Coquard dans son ouvrage, cela renforce le conformisme social et la pression à penser les mêmes choses afin de se faire accepter par les dominants locaux. Par conséquent, ceux qui ne réussissent pas à s'intégrer se retrouvent marginalisés des solidarités, pourtant nécessaires à la vie quotidienne dans ces territoires (Coquard, 2019).

Encore une fois, il est important de reconnaître l'hétérogénéité sociale des territoires ruraux en déclin afin de refuser la moindre essentialisation. En effet, la géographe Monique Poulot, présidente du Conseil scientifique de France ruralités, rappelle que « [...] *les ruralités ne peuvent plus être pensées comme un espace uniforme, résiduel, forcément en marge des dynamiques de développement* ». Elle précise ensuite que les décisions politiques prises pour ces territoires sont trop marquées par les idées reçues qui pèsent encore dans nos imaginaires²². Cette pluralité sociale peut être comprise en plusieurs niveaux.

²² L'Info Durable (ID). (2025, 28 mai). Un rapport appelle à « changer de regard » sur les campagnes. ID, *L'Info Durable*.
<https://www.linfordurable.fr/societe/un-rapport-appelle-changer-de-regard-sur-les-campagnes-5102>

Effectivement, à l'intérieur des groupes sociaux précédemment décrits, les trajectoires individuelles et collectives diffèrent. Tous les ouvriers n'ont pas eu le même parcours : si certains sont des enfants d'agriculteurs, d'autres ont pu avoir des parents eux-mêmes ouvriers. Il existe également des différences dans les modes de vie, chacun n'aura pas le même avis ni la même façon de penser en fonction des activités qu'il ou elle pratique. Ainsi, ces différences influencent notre rapport à l'autre mais aussi le rapport que l'on peut adopter vis-à-vis des représentations politiques.

Aussi, bien que ce soit en nombre limité, il faut noter que certains de ces territoires réussissent à accueillir de nouveaux arrivants, souvent des personnes de classes moyennes et supérieures. Il peut notamment s'agir de néoruraux, qui sont de nouveaux habitants qui s'installent dans les milieux ruraux en n'ayant aucun lien familial avec ce milieu. Nous pouvons supposer que ces populations, dotées d'un bagage culturel et économique plus élevé, pourraient avoir des opinions différentes des locaux en ce qui concerne l'UE, sûrement plus favorables.

Enfin, il faut aussi mentionner que les rapports différenciés envers l'UE ne dépendent pas seulement de l'appartenance sociale, mais bien des expériences de chacun, qu'elles soient individuelles ou collectives. Une personne vivant dans un territoire ayant bénéficié de financements européens visibles aura sûrement une perception plus positive que quelqu'un n'ayant pas vu les bénéfices de l'intégration européenne.

Cette analyse, tant du territoire que de sa population, révèle la complexité des rapports et dynamiques qui traversent les territoires ruraux en déclin. Si ces espaces marginalisés sont habités par des populations majoritairement populaires, ils restent hétérogènes. Il était donc important de comprendre cette diversité afin de mieux appréhender les raisons et formes des euroscepticismes ruraux. De même, la compréhension de ces territoires permet d'aborder de manière plus efficace les potentielles solutions permettant de construire un rapport positif entre l'UE et les ruralités françaises.

II - LES EUROSCEPTICISMES RURAUX

Cette deuxième partie a pour objectif de comprendre pourquoi les dynamiques des territoires ruraux en déclin, décrites précédemment, mènent leurs populations à développer une certaine méfiance ainsi qu'un rejet envers l'UE et ses politiques. Il s'agit ici de dépasser la lecture simpliste réduisant ce phénomène à une unique peur de l'autre. Le but est de saisir en quoi l'euroscepticisme pourrait constituer une suite logique des rapports de domination et des inégalités territoriales analysés précédemment. Cette approche nous permet de comprendre que ce rejet de l'UE serait une manière rationnelle d'exprimer un sentiment plus large de dépossession politique et d'injustice.

A - Méfiance envers l'UE : une dépossession politique

Tout d'abord, l'euroscepticisme, lui non plus, ne peut être considéré comme un phénomène homogène. En considérant qu'il existe diverses manières de rejeter et critiquer l'UE, nous parlerons donc d'euroscepticisms au pluriel. Comme nous l'avons expliqué dans l'introduction, les politologues, comme Kopecky et Mudde (2002), ont distingué deux types d'euroscepticisms : un euroscepticisme dur, aussi appelé *hard euroscepticism*, qui refuse le processus d'intégration européenne²³ dans son entièreté, avec dans certains cas un souhait de sortir de l'UE, et de l'autre un euroscepticisme modéré, soit *soft euroscepticism*, qui critique seulement certaines politiques européennes et ne remet pas en cause le principe même d'appartenir à l'UE. Au sein des territoires qui nous intéressent, ces deux formes coexistent.

Selon l'Institut Jacques Delors (2021), « *l'intégration européenne est négativement perçue par les classes populaires, les ouvriers, les chômeurs, et ceux qui ont terminé leurs études avant l'âge de 16 ans* », or comme nous l'avons vu précédemment, ces catégories sont surreprésentées dans les territoires ruraux en déclin. L'institut précise que, pour ces catégories considérées comme moins favorisées, faire partie de l'UE représente la perte potentielle des protections sociales nationales. Pour ces personnes concernées, une part de leur marginalisation serait due à l'intégration européenne. Nous pouvons ainsi avancer que ces euroscepticisms ne proviennent pas d'un rejet des institutions ou du fonctionnement européen, mais d'un système qu'ils trouvent injuste.

²³ On entend par là, le processus par lequel les Etats membres de l'UE ont mis en place un espace économique et politique commun.

Premièrement, l'une des causes principales justifiant cet euroscepticisme²⁴ rural réside dans la perception d'une UE technocratique, c'est-à-dire gouvernée par des élites déconnectées des réalités. Selon une étude de More in Common²⁵ réalisée en 2023, 71 % des Français considèrent que l'UE serait bureaucratique. Par ailleurs, cette opinion atteint même les 73 % lorsque l'on se concentre sur les habitants des milieux ruraux.

À cela s'ajoute un sentiment de déconnexion, la plupart visualisent l'UE comme une « *bulle lointaine très éloignée des vies et des préoccupations des citoyens européens.* » Selon l'étude, 60 % des Français seraient en accord avec cette idée. Ce sentiment de distance, dont nous avons déjà parlé, est encore plus prégnant chez les ruraux. En effet, au moins les bénéfices de l'intégration européenne sont visibles, au plus la perception de l'UE sera considérée comme un « Bruxelles lointain » renforçant ce sentiment d'exclusion.

De plus, si l'on prend en compte la précarité des territoires qui nous intéressent, l'UE est perçue par beaucoup comme un système extractif d'argent qui les prive des aides qui leur sont nécessaires. Selon l'enquête de More in Common, 57 % des Français critiquent l'UE pour sa corruption. En effet, les nombreux scandales autour des détournements de fonds, que ce soit concernant le Qatargate ou encore l'affaire des emplois fictifs du Rassemblement national (RN), ne renvoient pas une bonne image des institutions aux populations locales. Il est aussi important de noter que les affaires européennes sont malgré tout assez marginalisées et peu abordées sur les chaînes d'informations. Ainsi, si les seules actualités européennes parvenant aux citoyens français concernent seulement des scandales comme ceux que nous avons nommés, il est logique qu'ils se forment une image négative de l'UE.

En ce sens, il est aussi nécessaire d'indiquer que l'UE parle toujours aux mêmes personnes sans se placer dans l'angle de vue des classes sociales dominées. Cette exclusion peut s'expliquer par la « [...] *mainmise des classes supérieures sur les fonctions de représentation politique* ». Comme le démontrent les sociologues Cédric Hugrée, Étienne Penissat et Alexis

²⁴ Lorsque je parle de l'euroscepticisme au singulier, cela recouvre l'ensemble des formes du phénomène afin de généraliser la méfiance envers l'UE, sans pour autant nier sa pluralité.

²⁵ DE NERVAUX, L., GUERRA, T., & Fondation Hippocrène. (2023). *Europe : les Français en quête d'Union État de l'opinion à un an des élections européennes.*

<https://www.moreincommon.com/media/uszlvypa/europe-les-francais-en-quete-d-union-destin-commun-juin2023-vdef-2.pdf>

Spire dans leur analyse des classes sociales européennes²⁶, les représentants politiques européens ne sont pas constitués de personnes issues des classes populaires, ou alors très peu. Ainsi, cette surreprésentation massive des classes supérieures dans les institutions et, de fait, dans les réseaux de décision créent ce qu'ils considèrent comme un véritable « déficit démocratique » structurel.

Ceci reproduit des rapports de domination et exclut une nouvelle fois les voix des classes populaires rurales. Il nous est donc possible d'affirmer que cela crée un sentiment de dépossession politique. De plus, les représentants ne comprennent pas toujours les enjeux des ruraux, cette déconnexion empêche là aussi de répondre concrètement à leurs besoins mais aussi d'entendre leurs revendications. Ainsi, comment ne pas être eurosceptiques lorsqu'une organisation entière vous exclut et n'essaye pas de vous comprendre.

Mais l'euroscepticisme rural est aussi une conséquence du sentiment d'abandon, notamment alimenté par une impression d'inégalités dans la répartition des aspects positifs de l'intégration européenne. Dans cette même étude de *More in Common*, il est aussi indiqué que les ruraux estiment qu'ils « *donnent leur argent sans rien recevoir derrière* », en précisant que 60 % des Français affirment « *ne pas voir ce que l'UE leur apporte concrètement dans leur vie* ». Parmi les critiques récurrentes figure aussi celle autour du salaire des députés et fonctionnaires européens qui, selon certains, n'exercent pas un « vrai » métier. Ici encore, cela s'explique par la logique de priorisation du métier manuel, mais aussi par le fait de l'invisibilité des bénéfices de l'UE pour certains.

Néanmoins, cette vision provient de réalités objectives, le Comité européen des régions explique que « *certaines politiques de l'UE ont inévitablement des impacts disproportionnés sur les zones rurales, suscitant le mécontentement et donnant aux gouvernements la possibilité de rejeter la faute sur les décisions de l'Union européenne* » (Fortin, 2024). L'exemple de la PAC illustre pleinement cette dynamique : si elle fait partie de l'une des politiques les plus visibles et connues dans les territoires ruraux, sa réforme ainsi que les contraintes environnementales qu'elle engendre sont souvent vues comme des obstacles pour des exploitants étant, comme nous l'avons vu, d'ores et déjà fragilisés.

²⁶ Pénissat, E., Spire, A., & Huguée, C. (2018, February 19). *À lire un extrait de Les classes sociales en Europe de C. Huguée, E. Penissat et A. Spire.* CONTRETEMPS. <https://www.contretemps.eu/extrait-classes-sociales-europe/>

D'autre part, durant mes recherches et plusieurs discussions avec des personnes issues des territoires concernés, notamment de mon milieu d'origine, j'ai pu constater qu'un événement majeur avait pu marquer une réelle fracture entre les ruralités et l'UE : le référendum concernant le Traité constitutionnel de 2005.

D'abord, le Traité établissant une Constitution pour l'Europe avait pour objectif de rassembler en un seul texte tous les traités existants auparavant et ainsi renforcer la cohésion institutionnelle de l'UE. Il était pourtant présenté comme un passage vers une « Europe plus démocratique », et envisageait de supprimer le poste de Haut Représentant et de créer un président stable du Conseil européen. En France, le référendum a recueilli 54,7 % de non contre 45,3 % de oui. Ce résultat a notamment été dominé par 79 % de non chez les ouvriers, 70 % chez les agriculteurs ou encore 67 % chez les employés, contre seulement 35 % de non parmi les cadres supérieurs. Ainsi, le non l'a emporté dans 79 % des communes rurales contre 52 % dans les grandes villes. Face à cet échec, les États-membres ont renégocié un autre texte plus allégé : le Traité de Lisbonne de 2007, qui reprenait tout de même l'essentiel des réformes du Traité constitutionnel mais sans le symbole d'une Constitution²⁷.

Cependant, l'adoption d'un autre texte similaire a été vécue pour beaucoup comme une trahison démocratique, là encore les milieux ruraux se sont sentis à l'écart, comme si leur avis ne comptait pas. De plus, selon les discussions que j'ai moi-même pu avoir avec des personnes issues des territoires étudiés, peu d'entre eux ont réellement compris l'enjeu derrière ce référendum. Si certains mentionnent l'adhésion à l'euro, ayant pourtant eu lieu en 2002, il m'a même été affirmé que ce référendum concernait l'entrée de la France dans l'UE, ayant eu lieu plus de cinquante ans auparavant. Cependant, bien que ceci relève de l'anecdote, il est possible de constater que la compréhension des dynamiques européennes n'est pas acquise au sein du pays, le langage technocratique portant parfois à confusion, notamment avec les divers noms de Conseils²⁸, ne permet pas à la population française d'avoir un débat clair sur les enjeux européens. De plus, à cause d'un accès plus limité aux études mais aussi à l'information, nous pouvons supposer que les territoires ruraux restent les moins informés des enjeux qui se jouent autour de l'UE.

²⁷ Doridot, J. (2017, August 23). Référendum : le Non des classes actives, des classes populaires et moyennes, et de gauche. Ipsos.

<https://www.ipsos.com/fr-fr/referendum-le-non-des-classes-actives-des-classes-populaires-et-moyennes-et-de-gauche>

²⁸ Conseil européen, Conseil de l'Union européenne et Conseil de l'Europe

Ce fait témoigne de l'ampleur du ressenti de marginalisation dans les campagnes européennes, où les populations ont l'impression d'être les « *oubliées* »²⁹ des priorités européennes.

B - L'expression eurosceptique par le vote

Cependant, l'euroscepticisme des territoires ruraux en déclin ne se limite pas à une défiance seulement manifestée par des idées : il s'exprime par des habitudes de vote mais aussi des formes de participation politiques affirmant le rejet du processus européen.

D'abord, il faut noter que l'on observe systématiquement un taux d'abstention plus important pour les scrutins des élections européennes que pour les élections nationales. En France, l'abstention pour les élections européennes atteint généralement un taux supérieur à 40-50 % (Richard Ferrand et al., 2021). Cette forme « passive » d'euroscepticisme traduit plutôt un retrait. Effectivement, plusieurs électeurs préfèrent s'abstenir plutôt que de voter pour un parti spécifique, ou bien même de tout simplement voter. Pour certains d'entre eux, si l'UE ne se soucie pas de leurs besoins, alors ils ne trouvent aucun intérêt à participer au processus démocratique des institutions. Cette catégorie est qualifiée d'« *Euroindifférente* », si l'on reprend l'étude de More in Common. D'autant plus que, selon l'Observatoire des Territoires, ces Euroindifférents seraient plus nombreux dans les zones rurales que nous étudions, du fait de leur éloignement que nous avons déjà précisé.

Cependant, lorsqu'ils votent, les électeurs des milieux qui nous intéressent auront tendance à s'orienter vers des partis contestataires, avec des positions allant de la critique ciblée au rejet total de l'UE. Pour étudier quels étaient les partis les plus eurosceptiques, j'ai analysé les données d'une étude réalisée par Ches Europe. Pour collecter ces données, le projet CHES (Chapel Hill Expert Survey) a interrogé des experts en sciences politiques à travers l'Europe afin d'évaluer les positions des différents partis du Parlement européen selon certains critères. Grâce à cela, j'ai pu récolter les évaluations de chacun des partis français et ensuite évaluer leur rapport à l'UE depuis 1999 jusqu'à 2024. Pour simplifier les données, j'ai pu réaliser un

²⁹ Coquard, B. (2019). Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin. <https://doi.org/10.3917/dec.coqua.2019.01>

tableau à l'aide de l'étude (Tableau 1). On peut observer, ci-dessous avec le Tableau 1, le classement des partis européens français du plus eurosceptique au plus europhile³⁰.

Le tableau présente les principaux partis européens français classés selon leur positionnement vis-à-vis de l'intégration, sur la base de l'enquête Chapel Hill Expert Survey 2024. L'échelle du positionnement s'étend de « 1 » signifiant « fortement opposé », à « 7 » signifiant « fortement favorable » à l'intégration européenne. Les valeurs indiquées sont des moyennes issues des estimations des experts, telles qu'elles sont rapportées par l'enquête. N'étant que des moyennes, ce tableau peut tout de même comporter une marge d'erreurs tant l'évaluation des partis peut varier d'un expert à un autre.

Tableau 1 : Classement des partis français selon leur positionnement vis-à-vis de l'intégration européenne de 1999 à 2024

Rang	Parti européen	Positionnement	Orientation-UE
1	Reconquête (REC)	1,5	Fortement opposé
2	Rassemblement National (RN)	1,9	Fortement opposé
3	Debout la France (DLF)	2,2	Opposé
4	Les Républicains (LR)	4	Neutre légèrement favorable
5	La France Insoumise (FI)	4,1	Neutre légèrement favorable
6	Parti Communiste Français (PCF)	4,6	Quelque peu favorable
7	Parti Socialiste (PS)	5,9	Favorable
8	Europe Écologie - Les Verts (EELV)	6,7	Fortement favorable
9	Renaissance (RE, ex LREM)	6,8	Fortement favorable
10	MoDem	6,8	Fortement favorable

Source : Chapel Hill Expert Survey (CHES) 2024 – Rovny, J., Bakker, R., Hooghe, L., Jolly, S., Marks, G., Polk, J., Steenbergen, M., Vachudova, M. A. (2025). 25 Years of Political Party Positions in Europe: The Chapel Hill Expert Survey, 1999–2024.

En 2024, suite aux dernières élections européennes, le RN a recueilli le plus grand nombre de votes, et de loin. Selon le Ministère de l'Intérieur, le parti a récupéré 30 sièges avec un score de 31,37 %.³¹ Comme nous pouvons le constater à l'aide du tableau, le RN est considéré comme un parti fortement opposé à l'intégration européenne, se plaçant deuxième parti eurosceptique français. Mais ce qui a le plus marqué les esprits, si ce n'est qu'une personne française sur trois ait voté pour l'extrême droite, c'est la carte du territoire français

³⁰ Qui adopte une position favorable à l'intégration européenne

³¹ Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer. (n.d.). *Les archives des élections en France*. Ministère De L'Intérieur Et Des Outre-mer.
https://www.archives-resultats-elections.interieur.gouv.fr/resultats/europeennes2024/ensemble_geographique/index.php

principalement teintée de brun, publiée par *Le Monde*³². Ce brun, représentant les territoires dans lesquels le vote RN était majoritaire, recouvrant l'entièreté de la carte, excepté les plus grandes villes. C'est par ailleurs cette carte qui m'a fait m'intéresser à l'euroscepticisme.

Cependant, Karim Douïeb, data analyst, a publié très rapidement une autre carte proposant une approche différente³³. En effet, son approche serait plus fidèle à la réalité, ne se basant pas seulement sur le résultat électoral exprimé en pourcentage de votes, mais en prenant en compte la superficie des territoires. La première carte montre les territoires gagnés par le RN, mais sans pondération selon la taille de ces territoires. En revanche, les territoires ruraux moins peuplés peuvent être très étendus géographiquement parlant, tandis que certaines grandes villes peuvent avoir une surface réduite mais être densément peuplées. La carte proposée par Douïeb utilise une approche pondérée par la superficie, donnant une vision plus précise de l'implantation territoriale du vote RN sur le territoire national. Cette seconde approche diminue les perceptions d'un vote unanime pour le RN. On peut observer ces deux cartes ci-dessous (Carte 1 et Carte 2).

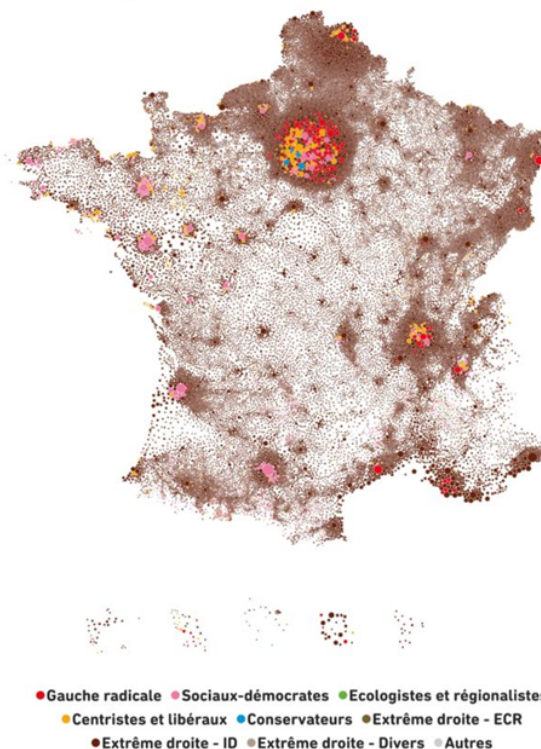
³² Aubert, R., Romain, M., Ferrer, M., & Imbach, R. (2024, June 11). La carte des résultats des élections européennes 2024 par commune en France. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/06/09/la-carte-des-resultats-des-elections-europeennes-2024-par-commune-en-france_6238291_4355771.html

³³ Douïeb, K. (n.d.). Carte - Karim Douïeb. X. https://x.com/karim_douieb/status/1800777148871188766?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Eetembed%7Ctwterm%5E1800777987111223517%7Ctwgr%5E0d9601845e734a7dd7ca4e9358ce36bc60a54a3f%7Ctwcon%5Es3_&ref_url=https%3A%2F%2Ftheconversation.com%2Fpour-une-cartographie-citoyenne-du-vote-en-ile-de-france-232958

Carte 1 : Élections européennes 2024
par communes en France selon Le Monde



Carte 2 : Élections européennes 2024
par communes en France selon Karim Douïeb



Néanmoins, en ce qui concerne les territoires qui nous intéressent, cela révèle la forte présence du vote eurosceptique, donc ici d'un euroscepticisme plus actif. En effet, dans les communes de 2000 habitants et moins, le RN aurait enregistré en moyenne un score supérieur à 40 %³⁴. De plus, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les économistes Julia Cagé et Thomas Piketty (2023) ont démontré qu'il existait une corrélation entre le taux de participation et la distance aux grands centres urbains : plus on est à l'écart, plus le taux de participation est élevé. Par conséquent, il n'est pas anormal de constater que pour exprimer leur euroscepticisme, les habitants des territoires ruraux se tournent vers un vote RN plutôt que vers l'abstention.

Ces choix électoraux s'inscrivent dans une conflictualité sociale, le vote contestataire ne rejette pas seulement l'UE, c'est aussi une manière d'exiger une justice territoriale. Les

³⁴ Fourquet, J. (2024, September 1). *Comprendre la géographie du vote RN en 2024* - Institut Terram. Institut Terram.
<https://institut-terram.org/publications/comprendre-la-geographie-du-vote-rn-en-2024/>

électeurs ruraux souhaitent être entendus et se servent du vote RN afin de faire pression pour que l'on prenne en compte leurs revendications locales, sachant qu'en étant dépossédés politiquement le vote reste leur seul moyen de contestation.

III - RECRÉER DES LIENS POLITIQUES, SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES ENTRE L'UNION ET LES RURALITÉS FRANÇAISES

Cette troisième et dernière partie vise à identifier les moyens par lesquels l'UE pourrait recréer, voire même créer, des liens avec les territoires ruraux français en déclin. On précise que ces liens doivent être politiques, sociaux mais aussi économiques afin que les citoyens ruraux se sentent totalement inclus dans le projet européen. Selon la Banque mondiale, près de 20 % de la population française vivaient en milieu rural en 2023, ce qui représente un enjeu démocratique particulièrement conséquent pour la légitimité de l'UE.³⁵

A - Obstacles structurels à la réconciliation de l'UE avec les ruralités françaises

Mais pour établir ces liens, il est important d'identifier les obstacles qui empêchent les ruraux de s'intéresser aux enjeux européens. Nous l'avons vu, les territoires ruraux en déclin sont traversés par des dynamiques d'exclusion, mais il faut aussi repérer les différents obstacles, plus concrets, qui entraînent les ruraux à devenir eurosceptiques.

Le premier obstacle réside dans ce que les politologues qualifient de « déficit démocratique » de l'UE³⁶. Ce déficit n'est pas seulement un manque de démocratie, mais plutôt « *une situation dans laquelle les institutions et leurs procédures de prise de décision peuvent souffrir d'un manque de démocratie et de responsabilité* »³⁷. Comme nous l'avons vu, pour les populations déjà éloignées des centres de décision nationaux, cette distance démocratique est encore plus marquée au niveau européen. Mais cette distance n'est pas

³⁵ Banque mondiale. (n.d.). Banque mondiale - Population rurale.

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS?locations=FR>

³⁶ Follesdal, A. et Hix, S. (2006). « Why There Is a Democratic Deficit in the EU: A Response to Majone and Moravcsik », *Journal of Common Market Studies*, 44(3), 533–562.

³⁷ *Déficit démocratique - EUR-Lex*. (n.d.).

<https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/glossary/democratic-deficit.html>

seulement géographique, elle est aussi sociale, et se fait notamment par la complexité du fonctionnement de l'UE.

La gouvernance à multinationaux de l'UE, théorisée par les politologues européens, caractérise le fonctionnement de l'UE par des interactions et une coordination entre différents niveaux de gouvernement, avec notamment plusieurs institutions. Cependant, cette complexité institutionnelle crée un trouble pour les citoyens ruraux. Ces interactions impliquent de nouveaux acteurs et de nouvelles règles qui diffèrent des processus nationaux.

Cette complexité se traduit par une confusion dans l'attribution des responsabilités et les citoyens ruraux ne comprennent pas qui, de l'État, de la région ou de l'UE, est responsable de telle ou telle action. Cette situation renforce le sentiment d'illégitimité face aux enjeux européens, comme si ce n'était pas « *pour nous* ».

Le deuxième obstacle concerne la faible visibilité des interventions européennes dans les territoires ruraux. Malgré le nombre conséquent de fonds européens pour le développement rural, notamment avec le FEADER représentant 850 millions d'euros sur la programmation 2014-2022 en France (Agence Nationale de Cohésion des Territoires, 2023), ces contributions restent méconnues des populations locales.

Cette invisibilité peut s'expliquer par la mauvaise adaptation des dispositifs de communication. Bien que des publicités existent concernant les projets cofinancés par l'UE, leur mise en place reste parfois insuffisante. Par exemple, dans le cadre du déploiement de la fibre optique en Creuse³⁸, malgré un cofinancement par l'UE, aucun panneau d'information n'a été installé sur les chantiers, ainsi les communes n'ont reçu ni affiches ni brochures expliquant ce financement européen, ceci n'a pas pu montrer aux riverains la participation européenne dans ce projet.

Même si des obligations de publicité existent pour les projets cofinancés par l'UE, leur application reste insuffisante. Selon une étude de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) sur les fonds européens et l'Agenda rural français, la visibilité des fonds est « *particulièrement réduite* », notamment en ce qui concerne le FEDER 2014-2020, la communication n'a pas été autant effective pour les milieux ruraux que pour les milieux

³⁸ Garnier, A. (2024, October 1). Les zones rurales, terreau de l'euroscepticisme. *Agra Europe*. <https://www.agra.fr/agra-europe/les-zones-rurales-terreau-de-leuroscepticisme>

urbains, pourtant 55 % des financements de ce programme étaient dirigés vers les milieux ruraux (Fortin, 2024). Cette absence de visibilité peut participer à renforcer le sentiment d'inaccessibilité des fonds pour les territoires ruraux, mais ne marque pas la présence de l'UE au sein des territoires, elle continue d'être lointaine.

Le programme LEADER montre bien cela, bien qu'il finance plus de 20 000 projets sur l'ensemble du territoire français et représente tout de même 70 % des dossiers engagés sur les mesures de développement rural,. Sa dimension européenne demeure peu connue (Agence Nationale de Cohésion des Territoires, 2023), seuls les acteurs directement impliqués dans la gestion de ces fonds, au niveau régional ou dans les mairies, sont conscients de l'origine européenne des financements. Les projets cofinancés sont ainsi mal étiquetés : peu d'affichages ou de communications locales mentionnent l'UE comme contributeur, et les bénéficiaires ne peuvent ainsi pas prendre connaissance de ces participations.

Il faudrait ainsi rendre obligatoire la visualisation de la participation européenne dans certains projets, comme c'est déjà le cas. Ceci pourrait marquer la présence de l'UE dans les territoires locaux et réduire une première distance avec les citoyens des milieux ruraux.

Ensuite, au sein des territoires ruraux en déclin, il existe plusieurs obstacles qui freinent la participation citoyenne directe et entravent l'implication de ces territoires dans les enjeux européens. D'abord, la fracture numérique, que nous avons précédemment mentionnée (I), empêche les citoyens ruraux d'accéder aux contenus européens, ce qui pourrait faciliter leur compréhension. Cette fracture affecte particulièrement les classes populaires rurales qui constituent, comme nous l'avons vu, la majorité de la population des territoires en déclin. Sans accès à internet, ou même avec des capacités technologiques réduites, ces territoires peuvent être exclus des participations citoyennes plus récentes comme les pétitions en ligne ou les initiatives citoyennes européennes³⁹. De même, si les affaires européennes sont marginalisées dans la presse, un meilleur accès à internet permettrait aux populations rurales de se tenir mieux informées sur ces sujets, et ainsi de se sentir plus légitimes d'y participer. Ainsi, encourager la numérisation des territoires ruraux en déclin pourrait constituer un premier pas vers l'introduction des enjeux européens dans la vie des ruraux.

³⁹ Permet aux citoyens européens d'inviter la Commission européenne de soumettre une proposition de lois sur le sujet porté par l'initiative. Celle-ci doit recueillir un minimum d'1 million de signataires issus d'au moins un quart des pays membres de l'UE.

Un deuxième obstacle réside dans le temps disponible mais aussi la mobilité des habitants des milieux ruraux en déclin. Le manque de transports publics et particulièrement l'allongement du temps de trajets à parcourir pour réaliser des activités extérieures au travail pèsent fortement sur la capacité des ruraux à s'investir dans cette participation citoyenne. Ainsi, le temps que les habitants des territoires ruraux doivent consacrer à leurs besoins essentiels, souvent longs, réduit leur disponibilité pour s'impliquer dans la vie citoyenne. De plus, la fatigue du corps liée à des emplois souvent plus épuisants que ceux exercés dans les milieux urbains limite ici encore leur capacité à participer aux débats publics.

Enfin, un troisième obstacle est lié au niveau d'éducation, si l'accès à l'enseignement demeure encore limité en zone rurale, le sentiment d'illégitimité, renforcé par une plus faible compréhension des codes juridiques ou des dynamiques économiques, décourage là encore beaucoup de ruraux de s'exprimer.

B - Vers une ruralité européenne

Face à ces obstacles, plusieurs solutions pourraient être envisagées pour recréer des liens politiques, sociaux et économiques entre l'UE et les territoires ruraux français en déclin. Il est important de noter que plusieurs propositions de solutions ont été faites pour résoudre ce problème.

D'abord, bien qu'il existe déjà des dispositifs comme Erasmus⁴⁰ ou le Corps européen de solidarité (CES)⁴¹, certains proposent un Service Civique Européen. C'est le cas du Think Tank Confrontations Europe (2024) qui propose l'instauration de ce type de service civique pour tous. Selon eux, il s'agirait de s'engager au service de l'intérêt général pour une durée de six à vingt-quatre mois dans au moins un autre pays de l'UE, tout en étant formés, accompagnés et indemnisés. Cela pourrait renforcer un sentiment d'appartenance à la communauté européenne et diminuer l'euroscpticisme dans les endroits les plus reculés.

Cependant, il serait intéressant de l'adapter aux caractéristiques des milieux ruraux, avec des missions plutôt orientées vers les enjeux de ces territoires. Dans ce domaine, le Service civique a montré son efficacité : « *en 2021, plus de 35 000 jeunes ont été volontaires dans les*

⁴⁰ Dispositif permettant aux étudiants d'effectuer une partie de leurs études dans une université étrangère.

⁴¹ Dispositif permettant aux jeunes de 18 à 30 ans de s'engager dans du volontariat en Europe.

*territoires ruraux, soit près d'un quart de l'ensemble des volontaires*⁴². » À l'échelle européenne, cela pourrait permettre de créer des liens concrets entre les ruraux français et européens, avec pour la grande majorité, la création d'une image positive de l'identité européenne.

D'autre part, lorsque j'ai commencé à rechercher des solutions potentielles permettant de réconcilier l'UE et les ruraux, j'ai pris connaissance des « Cafés de l'Europe », un dispositif organisé par le Parlement européen en France. J'ai pu entrer en contact avec une des personnes organisatrices de ce projet pour en apprendre davantage sur ce concept ainsi que ses résultats.

Ces cafés sont des dispositifs de médiation ayant pour but de ramener l'Europe dans les conversations quotidiennes. Il se déploie sur seulement 8 communes chaque année, représentant une couverture très restreinte sur toute la France. Il prend la forme d'un espace éphémère ressemblant à un café et installé dans les villes. Cela permet aux passants de s'asseoir et d'échanger sur des questions liées à l'UE. L'objectif n'est pas de diffuser un discours aux participants, mais de favoriser le dialogue entre eux, notamment à l'aide d'un menu sur lequel sont inscrites une dizaine de questions : « *Si cela ne tenait qu'à vous, dans quels domaines l'Europe investirait-elle en premier ?* » ou bien « *Si vous deviez décrire l'Europe à un extraterrestre, que diriez-vous ?* ». Le dispositif se déplace dans diverses villes, y compris des villes de taille plus réduite et éloignées des centres de décisions.

Grâce à cela, plusieurs observations permettent de comprendre réellement l'avis des citoyens ruraux. Déjà, le taux de participation au dispositif varie fortement selon le contexte local : si certaines villes comme Rennes ont enregistré une fréquentation plus large, d'autres comme Verdun, ont vu émerger un accueil nettement plus méfiant. En effet, Verdun fait partie d'un des départements dans lesquels le RN a remporté les élections européennes de 2024. Selon les organisateurs du dispositif, les personnes auraient été ouvertement eurosceptiques, avec seulement 2 à 5 personnes ayant accepté de participer au projet contre plus de 70 participants dans une ville comme Orléans. Pendant leur arrêt à Verdun, « [...] certain ne

⁴² Service Civique. (n.d.). *Les jeunes s'engagent toujours plus dans les territoires ruraux !* - Service Civique. ASC - Service Civique.

<https://www.service-civique.gouv.fr/agence/presse-et-publications/communiqués-et-dossiers-de-presse/les-jeunes-sengagent-toujours-plus-dans-les-territoires-ruraux>

[leur] disaient pas bonjour ou alors exprimaient clairement qu'ils ne voulaient pas parler d'Europe, qu'ils ne se sentaient pas européens ».

De manière générale, les échanges ont révélé un sentiment de distance vis-à-vis des institutions, avec des préoccupations tournant pour la plupart autour des enjeux quotidiens, à savoir l'emploi, le pouvoir d'achat ou le climat géopolitique. Mais ces problématiques relèvent davantage de l'action nationale, ce qui renforce l'idée selon laquelle l'UE n'agirait pas sur les priorités locales.

D'un point de vue extérieur, ce type d'initiative est très important pour reconnecter les citoyens français avec l'UE. Bien qu'elle ne dépasse pas le sentiment d'illégitimité pour encourager les citoyens exclus à participer, elle renforce la présence de l'UE et leur montre que leurs avis les intéressent. Cela montre qu'une présence plus humaine et directe pourrait réduire l'euroscepticisme résidant chez certaines personnes. Cependant du fait de sa couverture limitée sur le territoire, il ne permet pas d'être entièrement efficace, et surtout, il ne se déploie majoritairement que dans les villes. Ainsi, si ce dispositif venait à s'adapter aux modes de vie des ruraux, alors ces derniers seront plus à même de se sentir légitimes mais surtout concernés.

Ainsi, pour améliorer son efficacité, cette sorte de médiation pourrait se faire avec l'aide de médiateurs issus des classes populaires rurales, pour réellement intégrer les approches qui fonctionnent. Comme nous l'avons répété dans ce travail, les sociologues soulignent que la légitimité des intermédiaires est essentielle pour dépasser les dynamiques des « nous » contre les « eux ».

Plus globalement, je pense qu'il est nécessaire de questionner la manière dont on souhaite trouver des solutions efficaces qui diminuent l'euroscepticisme. Quand ce phénomène est traité, il est plus courant de remettre la faute sur les eurosceptiques, de les pointer du doigt. Néanmoins, comme nous avons pu le voir, si ces territoires se sentent exclus et développent une méfiance envers l'UE, cela résulte aussi d'une défaillance de l'intégration européenne, causée par l'absence de coordination et d'imbrication claire entre les échelons régionaux, nationaux ou encore départementaux, rendant ce système opaque. Les mutations des territoires depuis la désindustrialisation font partie d'un phénomène global, avec des décisions prises au niveau européen. Pour recréer des liens entre l'UE et les territoires ruraux

français en déclin, je ne pense pas que ce soit aux ruraux de s'intéresser à la question ou de changer leur mode de vie, il faut que l'UE reconnaisse sa part de responsabilité et aille d'elle-même reconquérir ces populations. On parle souvent du manque de compréhension et de connaissances des ruraux concernant le système européen, mais les classes supérieures appartenant au système européen ne connaissent que très rarement les réalités locales. Les caractéristiques, les dynamiques, les enjeux et les habitants des territoires ruraux en déclin demeurent méconnus, eux aussi, du grand public.

CONCLUSION

Ce travail a permis de démontrer que l'euroscepticisme des territoires ruraux français en déclin ne représente pas seulement un désaccord irrationnel envers l'UE, mais s'inscrit dans un ensemble plus complexe de dynamiques sociales, économiques et politiques. L'analyse de la marginalisation et transformation de ces territoires permet de comprendre que la défiance envers l'UE est fortement connectée à un sentiment de dépossession politique et d'exclusion.

Cette analyse invite également à dépasser les explications essentialistes qui associent l'euroscepticisme à un simple manque de connaissances. Elle permet également de reconnaître que les campagnes ne peuvent être prises dans un ensemble homogène et sont plurielles. De plus, les solutions que j'ai pu aborder dans ce mémoire montrent qu'il est possible d'améliorer le rapport de l'UE avec les ruralités françaises, à condition que l'UE modifie sa communication, mais surtout sa manière d'agir sur le terrain en se mettant à la place des habitants.

Enfin, je me dois d'apporter un regard critique sur ce mémoire. La principale limite à laquelle j'ai été confronté tient dans l'absence de réelles données concernant les territoires ruraux en déclin et leur rapport à l'euroscepticisme. En effet, j'avais essayé de contacter le sociologue Benoît Coquard, mais il m'a affirmé ne pas avoir tant entendu parler de l'UE lors de ses enquêtes. Il serait donc judicieux d'essayer de former une analyse sur ce que pensent les habitants de ces territoires afin de préciser ce travail. De plus, il serait intéressant de le compléter avec une étude comparative des milieux ruraux des autres pays de l'UE afin de mieux cerner un mouvement global.

Ce travail m'a appris que l'intégration européenne ne pourra être durable que si elle se construit avec et non pour ses citoyens, quels que soient leur milieu de vie ou bien leur rapport avec l'UE. Il est important de retenir que les campagnes en déclin ne sont pas seulement des espaces géographiques : elles sont constituées de réalités sociales qui peuvent trouver leur place comme espace européen. L'UE ne pourra être considérée comme légitime que lorsqu'elle saura parler et écouter, avec la même considération, ceux qu'elle a déjà conquis mais aussi ceux qui vivent à ses marges.

BIBLIOGRAPHIE

Rapports :

1. Agence Nationale de Cohésion des Territoires. (2023). REGARDS CROISÉS SUR LES FONDS EUROPÉENS ET L'AGENDA RURAL FRANÇAIS. Dans *Europe-en-france.gouv*.
https://www.europe-en-france.gouv.fr/sites/default/files/lot1_resume_regards_croises.pdf
2. Agence nationale de la cohésion des territoires & Observatoire des Territoires. (2021). Territoires et transitions - Enjeux démographiques. Dans *Agence Nationale de la Cohésion des Territoires*.
https://anct-site-prod.s3.fr-par.scw.cloud/ressources/2025-02/cahier-ndeg1-territoires-et-transitions_0.pdf
3. Agence nationale de la cohésion des territoires. (2023). Étude sur la diversité des ruralités : typologies et trajectoires des territoires ruraux français.
https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2023-02/rapport_final_etude_anct_ruralites_-_acadie_-_magali_talandier_-_16_fevrier_2023.pdf
4. ANDOLFATTO, D., DELAGE, V., FOURQUET, J., GRISLAIN, H., HAMEL, M., HAMILTON, K., KONE, A., MANTERNACH, S., MUXEL, A., PERRINEAU, P., & FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE. (2021). *RAPPORT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE* (C. SADAJ, Éd.). <https://www2.assemblee-nationale.fr/content/download/412623/4032204/version/1/file/FONDAPOL-RAPPORT+SUR+L'ABSTENTION+AU+PAM-3-03-2021.pdf>
5. Chopin, T., Cautrès, B., & Rivière, E. (2021). *Institut Jacques Delors - Un euroscepticisme à la française*. Institut Jacques Delors.
<https://institutdelors.eu/publications/un-euroscepticisme-a-la-francaise/>
6. CRÉDOC, Gouraud, B., Noblet, P., Féré, C., Orfeuil, J.-P., Kaufmann, V., Ravalet, E., & Dupuis, E. (2019). Isolement relationnel et mobilité, *Fondation de France*.
<https://www.fondationdefrance.org/images/pdf/rapport-2019-isolement-et-mobilite-final.pdf>
7. DE NERVAUX, L., GUERRA, T., & Fondation Hippocrène. (2023). *Europe : les Français en quête d'Union État de l'opinion à un an des élections européennes*.
<https://www.moreincommon.com/media/uszlvypa/europe-les-francais-en-quete-d-union-destin-commun-juin2023-vdef-2.pdf>
8. DREES. (s. d.). Les établissements de santé en 2023. Dans *DREES* (Édition 2025).
<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2025-07/ES%202025%20-%20Vue%20d'ensemble.pdf>

9. GALLAY, A.-L., HERMITE, D., INIGO, G., & LH2. (2013). *Note de synthèse de l'étude qualitative et de l'étude quantitative - Décembre 2013*. https://www.europe-en-france.gouv.fr/sites/default/files/2013_fdsue_enquete_gp_synt_hese_quali_quant.pdf
10. IGAS (Inspection générale des affaires sociales). (2024). *Pauvreté et conditions de vie des jeunes dans le monde rural : comment adapter les réponses institutionnelles ?* Dans *Rapport IGAS* (N° 2024-001R ; p. 2-3). <https://www.igas.gouv.fr/sites/igas/files/2025-01/Rapport%20Igas%20-%20Pauvret%C3%A9%20et%20conditions%20de%20vie%20des%20jeunes%20dans%20le%20monde%20rural%20%28rapport%29.pdf>
11. Mischi, J. (s. d.). *Les territoires ruraux, des espaces ouvriers en mutation*. <https://metropolitiques.eu/IMG/pdf/met-mischi.pdf>
12. Richard Ferrand, Gilles Finchelstein, Bréhier, É., & Potier, F. (2021). *RAPPORT POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE* (Par Fondation Jean-Jaurès, Assemblée nationale, Fondation Jean-Jaurès, Observatoire de la vie politique, Observatoire des radicalités politiques, IEP de Bordeaux, Institut Ipsos, OpinionWay, & Cevipof). <https://www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2021/11/Rapport-Abstention.pdf>

Pages internet :

1. *Aménagement rural et mutations des territoires ruraux en France — Géoconfluences*. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/rural-mutations-des-territoires-ruraux>
2. Audebert, S., & Pistre, P. (s. d.). *Penser la diversité sociale et politique des territoires ruraux - Fondation de l'Écologie Politique*. Fondation de l'Écologie Politique. <https://www.fondationecolo.org/publication/penser-la-diversite-sociale-et-politique-de-s-territoires-ruraux/>
3. Banque Mondiale. (s. d.). *Banque Mondiale - Population rurale*. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS?locations=FR>
4. *CHES-Europe — Chapel Hill Expert Survey*. (s. d.). Chapel Hill Expert Survey. <https://www.chesdata.eu/ches-europe>
5. Chopin, T., Cautrès, B., & Rivière, E. (s. d.). *Institut Jacques Delors - Un euroscepticisme à la française*. Institut Jacques Delors. <https://institutdelors.eu/publications/un-euroscepticisme-a-la-francaise/>
6. *Déclin démographique et vieillissement de la population dans les territoires ruraux*. (2023, 7 juin). Sénat. <https://www.senat.fr/questions/base/2023/qSEQ230707612.html>
7. *Déficit démocratique - EUR-Lex*. (s. d.). <https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/glossary/democratic-deficit.html>

8. Douïeb, K. (s. d.). *Carte - Karim Douïeb*. X (Formerly Twitter). https://x.com/karim_douieb/status/1800777148871188766?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1800777987111223517%7Ctwgr%5E0d9601845e734a7dd7ca4e9358ce36bc60a54a3f%7Ctwcon%5Es3_&ref_url=https%3A%2F%2Ftheconversation.com%2Fpour-une-cartographie-citoyenne-du-vote-en-ile-de-france-232958
9. Durand, D., & Mischi, J. (s. d.). *Les campagnes françaises : portrait de territoires populaires*. Dauphine-PSL Paris. <https://dauphine.psl.eu/eclairages/article/les-campagnes-oubliees-portrait-de-territoires-populaires>
10. École normale supérieure de Lyon. (2018). *Désindustrialisation — Géoconfluences*. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/desindustrialisation>
11. *Européennes - Taux d'abstention | L'Observatoire des Territoires*. (s. d.). <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/europeennes-taux-dabstention>
12. Fourquet, J. (2024, 1 septembre). *Comprendre la géographie du vote RN en 2024 - Institut Terram*. Institut Terram. <https://institut-terram.org/publications/comprendre-la-geographie-du-vote-rn-en-2024/>
13. Garnier, A. (2024, October 1). Les zones rurales, terreau de l'euroscepticisme. *Agra Europe*. <https://www.agra.fr/agra-europe/les-zones-rurales-terreau-de-leuroscepticisme>
14. Géoconfluences. (s. d.). *Néoruraux (néorural) — Géoconfluences*. Géoconfluences ENS de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/neoruraux>
15. Géoconfluences. (n.d.). *Ruralité*. Géoconfluences ENS de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ruralite>
16. GUÉRAUT, É., JEDLICKI, F., & NOÛS, C. (2021). *ArchIned - L'archive ouverte de l'Ined*. <https://archined.ined.fr/view/AX0jJkuKkgKZhr-bmSem>
17. INSEE. (s. d.). *Entre ville et campagne, les parcours des enfants qui grandissent en zone rurale - Insee Première - 1888*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6035523>
18. INSEE. (2020). *Niveau d'éducation de la population – France, portrait social | Insee*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4797586?sommaire=4928952>
19. INSEE. (2021, avril). *Une nouvelle définition du rural pour mieux rendre compte des réalités des territoires et de leurs transformations – La France et ses territoires | Insee*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5039991?sommaire=5040030>
20. INSEE. (2025, June 26). *Aire d'attraction des villes 2020 de Vitré (169)*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=AAV2020-169>

21. Institut Terram. (2024, 1 janvier). *Jeunesse et mobilité : la fracture rurale* - Institut Terram. <https://institut-terram.org/publications/jeunesse-et-mobilite-la-fracture-rurale/>
22. *La durée de vie en France*. (s. d.). Ined - Institut National D'études Démographiques. <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/memos-demo/focus/la-duree-de-vie-en-france/>
23. *L'espérance de vie est plus courte en zones rurales*. (2023, 26 mai). <https://www.lamedicale.fr/vous-informer/l-esperance-de-vie-est-plus-courte-en-zones-rurales>
24. Ministère De l'Intérieur et des Outre-Mer. (s. d.). *Les archives des élections en France*. Ministère de L'Intérieur et des Outre-mer. https://www.archives-resultats-elections.interieur.gouv.fr/resultats/europeennes2024/ensemble_geographique/index.php
25. Obouba. (2024, June 13). *Le vote Bardella : un vote rural ?* | Olivier Bouba-Olga. <https://blogs.univ-poitiers.fr/o-bouba-olga/2024/06/13/le-vote-bardella-un-vote-rural/>
26. Pénissat, E., Spire, A., & Huguée, C. (2018, 19 février). *À lire un extrait de Les classes sociales en Europe de C. Huguée, E. Penissat et A. Spire*. CONTRETEMPS. <https://www.contretemps.eu/extrait-classes-sociales-europe/>
27. Service Civique. (s. d.). *Les jeunes s'engagent toujours plus dans les territoires ruraux !* - Service Civique. ASC - Service Civique. <https://www.service-civique.gouv.fr/agence/presse-et-publications/communiques-et-dossiers-de-presse/les-jeunes-sengagent-toujours-plus-dans-les-territoires-ruraux>
28. ZRR - Zone de revitalisation rurale | L'Observatoire des Territoires. (s. d.). <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/zrr-zone-de-revitalisation-rurale-0>

Articles de revue universitaire :

1. Aubert, F., & Diallo, A. (2016). L'industrie rurale entre déterminants urbains et dynamiques territoriales. *Pour*, N° 229(1), 53-61. <https://doi.org/10.3917/pour.229.0053>
2. Bussi, M., Colange, C., & Gosset, J. (2005, June 3). *Réalignements partisans face à la construction européenne*. <https://journals.openedition.org/cybergeogeo/5377>
3. DREES. (2020). Conditions de vie des jeunes femmes en zone rurale : des inégalités par rapport aux hommes ruraux et aux urbaines. *Conditions de Vie des Jeunes Femmes En Zone Rurale : Des Inégalités Par Rapport Aux Hommes Ruraux et Aux Urbaines*, numéro 1154. <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2020-10/er1154.pdf>
4. Ferru, M., & Texier, É. (2023). La réindustrialisation des territoires ruraux peu denses ? L'implantation d'un projet ambitieux au défi des proximités. *EchoGéo*, 63. <https://doi.org/10.4000/echogeo.24676>

5. Follesdal, A. et Hix, S. (2006). « Why There Is a Democratic Deficit in the EU: A Response to Majone and Moravcsik », *Journal of Common Market Studies*, 44(3), 533–562.
6. Jobard, F., Grelet, S., & Potte-Bonneville, M. (2006). Haut, bas, fragile : sociologies du populaire. *Vacarme*, n° 37(4), 50-55. <https://doi.org/10.3917/vaca.037.0050>
7. Kopecký, P., & Mudde, C. (2002). The Two Sides of Euroscepticism. *European Union Politics*, 3(3), 297-326. <https://doi.org/10.1177/1465116502003003002>

Articles de journal en ligne :

1. Aubert, R., Romain, M., Ferrer, M., & Imbach, R. (2024, 11 juin). La carte des résultats des élections européennes 2024 par commune en France. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/06/09/la-carte-des-resultats-des-elections-europeennes-2024-par-commune-en-france_6238291_4355771.html
2. Doridot, J. (2017, août 23). Référendum : le Non des classes actives, des classes populaires et moyennes, et de gauche. *Ipsos*. <https://www.ipsos.com/fr-fr/referendum-le-non-des-classes-actives-des-classes-populaires-et-moyennes-et-de-gauche>
3. Fortin, F. (2024a, mai 2). Révision de la PAC et pacte vert, moteurs de l'euroscepticisme dans les territoires ruraux ? *Banque des Territoires*. <https://www.banquedesterritoires.fr/revision-de-la-pac-et-pacte-vert-moteurs-de-leuroscepticisme>
4. Fortin, F. (2024b, juin 2). Agenda rural français et fonds européens : une cohésion à parfaire. *Banque des Territoires*. <https://www.banquedesterritoires.fr/agenda-rural-francais-et-fonds-europeens-une-cohesion-parfaire>
5. Ipsos. (2018, 4 juin). Néo-ruraux : portrait des citadins venus s'installer à la campagne. *Ipsos*. <https://www.ipsos.com/fr-fr/neo-ruraux-portrait-des-citadins-venus-sinstaller-la-campagne>
6. L'Info Durable (ID). (2025, 28 mai). Un rapport appelle à « changer de regard » sur les campagnes. *ID, L'Info Durable*. <https://www.linfordurable.fr/societe/un-rapport-appelle-changer-de-regard-sur-les-campagnes-51023>

Livres :

1. Coquard, B. (2019). *Ceux qui restent. faire sa vie dans les campagnes en déclin*. <https://doi.org/10.3917/dec.coqua.2019.01>
2. Europe, C. (2022). *30 idées pour 2030 : (Re)construire une Europe démocratique*.

3. Foucault, M. (1963). *Naissance de la clinique : une archéologie du regard médical*. Presses Universitaires de France.
4. Piketty, T., & Cagé, J. (2023). *Une histoire du conflit politique : Elections et inégalités sociales en France, 1789-2022*. Seuil.

Session de conférence :

1. Lafarté, G. (2017). Hétérogénéité sociale des agriculteurs et embourgeoisement des céréaliers | Canal U. Dans Canal-U. <https://www.canal-u.tv/chaines/la-forge-numerique/heterogeneite-sociale-des-agriculteurs-et-embourgeoisement-des>